

Epreuves d'accès, en 2022, au cycle préparatoire au concours interne

Epreuve de rédaction d'un exposé

Meilleure copie

Note : 19/20

Nous n'avons volontairement pas corrigé les imperfections de forme qui peuvent survenir dans chaque copie.

L'expression des citoyens dans les démocraties contemporaines.

Diffusée récemment sur Arte, la série dystopique Tripalium imagine une ville au sein de laquelle les habitants s'affrontent. Certains ont accès à l'eau et maîtrisent par conséquent la ville. Les autres n'y ont pas accès et vivent dans les bas-fonds. Le scénario illustre notamment l'importance de l'accès aux services publics dans le bon fonctionnement des démocraties contemporaines. On observe ainsi que la démocratie dépend d'un fonctionnement global et non uniquement de l'élection, placée quotidiennement à la Une des journaux à travers l'actualité des personnalités élues.

L'expression citoyenne prend des formes diverses. Elle est institutionnellement rattachée au droit de vote. Historiquement, elle est associée à la liberté de conscience et d'expression, à la naissance d'un espace public ou encore du développement de la presse. Tous les habitants d'une démocratie contemporaine jouissent de la liberté d'expression ou de celle de la presse. En revanche, seuls les citoyens votent. La démocratie contemporaine se distingue notamment des démocraties antiques par le suffrage universel.

Si le vote est l'objet politique central des démocraties contemporaines, celles-ci sont construites sur un arsenal institutionnel vaste, et notamment un Etat de droit, la liberté de la presse, le pluralisme politique ou encore la protection des libertés individuelles. Cette organisation bénéficie à tous. Pourtant, de nombreux observateurs font le constat d'un rejet ou d'une auto-censure vis-à-vis de l'espace politique par un nombre croissant de citoyens.

Alors que les démocraties contemporaines se sont construites sur la liberté d'expression des citoyens et face aux limites et risques qu'elle rencontre, comment celles-ci peuvent garantir leur bon fonctionnement ?

Si l'expression des citoyens s'est construite avec l'avènement des démocraties contemporaines, elle connaît aujourd'hui une pluralité de facettes et des formes nouvelles. (1.) L'expression des citoyens est confrontée à des défis d'ordre sociaux qui nécessitent un approfondissement du fonctionnement démocratique de notre société. (2.)

1. Si l'expression des citoyens s'est construite avec l'avènement des démocraties contemporaines, elle connaît aujourd'hui une pluralité de facettes et des formes nouvelles.
 - 1.1. L'expression des citoyens s'est élargie avec l'approfondissement des démocraties contemporaines et connaît toujours certaines limites légales.

L'expression des citoyens, entendue comme le débat et la revendication d'un habitant à destination de sa communauté de vie et de ses représentants, connaît sa première expression dans la Grèce antique. A Athènes, des citoyens qui possèdent le droit de vote – les hommes propriétaires – débattent à l'Agora, participent aux décisions de la Cité et choisissent leurs représentants. L'expression des citoyens connaît des formes plus modernes qui ont participé, sans que cela s'inscrive dans un processus linéaire, à l'avènement des démocraties contemporaines. Les cahiers de doléances du tiers-Etat sont une forme d'expression des citoyens, du peuple plus précisément. Le Tableau du Serment du jeu de Paume de Delacroix illustre Mirabeau et d'autres hommes face à Deux Dieux et ainsi la légitimité nouvelle du peuple face au représentant du Roi, dans un régime monarchique.

Selon de nombreux politistes, l'avènement des démocraties contemporaines intervient après la chute du bloc communiste. Selon Francis Fukuyama, dans La fin de l'histoire et le dernier homme, le modèle libéral et démocratique est le seul régime politique possible pour organiser les sociétés du XX^e siècle. Dès cette époque, des auteurs montrent le risque que représente l'expression citoyenne pour les démocraties. Dans La démocratie en Amérique, Tocqueville alerte sur la tyrannie du peuple développée dans l'espace public, pourtant vu comme un rouage essentiel de la démocratie par Habermas.

Afin de préserver la démocratie, l'expression des citoyens connaît des limites légales. Ainsi, la loi Gayssot interdit les propos révisionnistes. La liberté d'expression contrainte peut également concerner une catégorie de personnes. C'est le cas des agents publics dans le cadre de leurs fonctions, et pour certains d'entre eux plus généralement (définition jurisprudentielle), qui doivent respecter leur devoir de réserve.

- 1.2. L'expression citoyenne connaît, au début du XXI^e siècle, une pluralité de facettes et des formes nouvelles.

Les travaux de science politique ont montré une évolution des formes de l'expression citoyenne dans les démocraties contemporaines. On observe une baisse de la participation aux élections. L'engagement syndical a également connu un recul important. Pourtant, l'engagement des citoyens existe toujours. Il prend la forme d'engagements associatifs, collectifs, informels et concernent des idées, des combats spécifiques : environnement, anti-nucléaire, vegan, droits des femmes, LGBTQI+... L'engagement des citoyens se retrouve également plus sous une forme locale où celui-ci trouve un ancrage territorial tel que la défense d'une forêt ou d'un cours d'eau, le refus de la construction d'un centre commercial... La mobilisation citoyenne existe toujours au niveau national. L'affaire du Siècle en est un exemple significatif par le recours abouti contre l'état qu'elle a porté en matière de protection de l'environnement.

L'expression citoyenne est également, aujourd'hui, régulièrement activée par les pouvoirs publics pour construire leurs actions. La Convention Climat est un exemple actuel de l'engagement du Gouvernement dans la prise en compte de la voix des citoyens. Plus globalement, les services mettent en place beaucoup plus régulièrement des Assises, des consultations ou, à une moindre échelle, des ateliers de participation citoyenne pour co-construire leurs politiques publiques.

De nouvelles formes d'expression citoyenne à la frontière du public-privé se développent également. C'est par exemple le cas des tiers-lieux qui sont des espaces d'accueil pluri-activités portés par des habitants ou par une commune et qui visent à favoriser le lien social et le développement territorial. Ces lieux sont des espaces d'apprentissage démocratique par la gouvernance collective qu'ils exercent et les activités d'information ou de débat qu'ils organisent.

2. L'expression des citoyens est confrontée à des défis d'ordre notamment sociaux qui nécessitent un approfondissement institutionnel du régime démocratique actuel.

2.1. L'expression des citoyens rencontre toujours des limites et est confrontée à des risques nouveaux.

Les démocraties contemporaines connaissent des limites historiques dans l'expression des citoyens. A travers la notion du cens caché, Daniel Gaxi a montré que certaines catégories de populations, les plus défavorisées, ne jouissent pas du droit de vote malgré le suffrage universel. Dans son roman Leurs enfants après eux, Nicolas Mathieu illustre cette dynamique d'auto-censure de certaines populations qui ne se sentent ni écoutées ni légitimes pour participer à la vie politique. L'instrumentalisation de l'opinion publique est également un risque historique auquel est exposé le fonctionnement démocratique, bien que les limites de son appréhension aient été analysées par Bourdieu dans L'opinion publique n'existe pas, à titre d'exemple.

Le manque de confiance des citoyens dans leurs institutions et leurs élus est également une limite structurelle de l'expression des citoyens dans une démocratie contemporaine. L'autrice El Moaddem raconte, dans Les Filles de Romorantin, le sentiment d'exclusion de certaines populations. Ce sentiment peut d'ailleurs créer une volonté d'expression. C'est le récit qui est fait de la mobilisation des Gilets jaunes dans cet ouvrage. La critique du champ politique ne signifie pas que les citoyens rejettent leurs institutions en tant que telles, mais souhaitent les voir évoluer dans un sens plus équitable. Ce sont les conclusions de Vincent Dubois dans son ouvrage Rejet de l'impôt et attachement à l'Etat.

Plus récemment, des observateurs ont montré les risques de fake news qu'entraînent les expressions des citoyens sur les réseaux sociaux. Ces informations peuvent participer directement à l'entretien d'un doute vis-à-vis des pouvoirs publics, qui est parfois infondé. Certains groupes conspirationnistes en sont l'expression exacerbée.

La privatisation et la détention des grands groupes de presse par des acteurs économiques et financiers importants peut également nuire à l'expression citoyenne à travers le choix des angles de vue, la sélection des personnes qui sont entendues par les journalistes. Dans Les Nouveaux Chiens de garde, le réalisateur du documentaire montre que l'atteinte à la liberté de la presse, à travers une restriction de l'expression citoyenne, est un risque majeur pour une démocratie contemporaine.

2.2. L'expression des citoyens doit connaître un approfondissement pour garantir un bon fonctionnement des espaces institutionnels et civils des démocraties contemporaines.

L'expression des citoyens peut être améliorée lors des élections. Dans La condition de l'étranger, Paul Ricoeur recommande d'ouvrir les élections locales aux étrangers. L'Institut Rousseau encourage l'adoption d'un vote dit majoritaire et portant sur tout les candidats afin de donner une meilleure visibilité de l'opinion des électeurs. Plus spécifiquement, en

matière d'accès aux fonctions d'élus, le collectif Investies vise à former des femmes en perspective des élections législatives pour encourager la parité en politique. L'expression des citoyens passe aussi bien par le vote que par l'engagement des élus.

La mobilisation et la participation citoyennes peuvent participer à un approfondissement démocratique des institutions. Loïc Blondiaux analyse, dans La démocratie participative, l'importance du recours à la consultation et à la co-construction dans la conception et la mise en œuvre des politiques publiques.

Le fonctionnement de nos institutions doit également évoluer pour favoriser l'expression des citoyens. Un rapport de France Stratégie montre que la défiance, et non la méfiance, des citoyens envers l'Etat est un atout pour le fonctionnement démocratique de nos sociétés et qu'elle doit être prise en compte, écoutée lors de la construction des politiques publiques. L'importance donnée aux usages peut également favoriser un fonctionnement plus démocratique des administrations. A ce sujet, les auteurs Barthe, Callon et Lascombes encouragent le recours au design des politiques publiques dans leur ouvrage Agir dans un monde incertain. Le développement d'une approche administrative plus relationnelle, humaine avec les citoyens et moins institutionnelle, stigmatisante et descendante pourrait également favoriser un dialogue approfondi entre les citoyens et les agents publics pour construire une action publique locale et nationale qui répond aux besoins des habitants et aux défis collectifs. Cette approche relationnelle de l'Etat est développée dans L'Etat qu'il nous faut par Danion, Beaucher et Agacinski.

Si l'expression des citoyens dans les démocraties contemporaines n'est pas officiellement menacée car protégée par des institutions et des normes historiques, certaines limites et des risques actuels pourraient trouver des réponses dans de nouvelles postures des dirigeants publics, plus transparents et plus à l'écoute. Le soutien par les acteurs publics des communes, initiatives citoyennes visant le partage et la réponse à un besoin de la population, est une modalité d'action, qui est aujourd'hui adoptée par certains acteurs nationaux publics et des élus locaux, et qui pourrait être déployée, diffusée.